

Pour l'hôpital public, pour le droit à la santé, manifestons le 8 novembre !

Pour l'hôpital public, pour le droit à la santé, manifestons le 8 novembre !

Mardi 8 novembre, dans le Finistère comme partout en France, sera une journée de lutte des professionnels de la santé et de l'action sociale pour exiger une autre politique de santé qui réponde aux besoins des usagers comme des personnels.

La fédération du Finistère du PCF leur apporte son total soutien et appelle la population à se joindre aux manifestations et rassemblements.



L'hôpital public est malade des politiques d'austérité : suppression de postes et de lits, fermetures de services dans les hôpitaux de proximité, engorgement ailleurs et délais d'attente insupportables pour les malades, conditions de travail insoutenables pour les salariés au bord de l'épuisement.

Dans le Finistère aussi la santé publique se porte mal : suppression de lits à Brest au nom du déficit budgétaire ; fermeture de service en psychiatrie à Morlaix ; engorgement de services, notamment des urgences, à Brest, Quimper, tandis que

les hôpitaux de proximité sont en grand danger: Concarneau où l'on s'inquiète d'un possible départ des urgences déjà réduites à la journée, Douarnenez où la chirurgie ambulatoire est menacée, alors que la chirurgie classique a disparu et que le manque d'anesthésistes se fait sentir, Quimperlé absorbé par l'hôpital de Lorient avec tous les risques pour l'emploi et les services.

Il devient difficile d'accéder à un généraliste, dans les communes rurales comme dans les quartiers populaires des villes. Le manque de spécialistes se fait aussi cruellement sentir, notamment en ophtalmologie, en anesthésie, en ORL, en cardiologie, alors que les besoins grandissent avec le vieillissement de la population.

Dans les EHPAD du département la situation faite aux personnes âgées comme aux personnels est indigne et source de souffrances.

Selon un récent sondage 83 % des Français estiment que l'hôpital public est en danger, 84 % considèrent que les moyens qui lui sont alloués sont insuffisants, 77 % pensent que les choix politiques des gouvernements depuis 10 ans n'ont pas été dans la bonne direction.

Ce constat accablant est d'une cruelle vérité, il est le reflet du vécu.



Après la loi Bachelot de la présidence de Nicolas Sarkozy, la

loi Touraine du quinquennat de François Hollande a poursuivi et aggravé le désastre sanitaire, le renoncement aux soins a progressé, les déserts médicaux se sont étendus, le secteur de la santé a été largement ouvert à la concurrence et à la marchandisation, aux assurances privées.

Et la mise en place autoritaire des Groupements Hospitaliers de Territoire, avec les concentrations forcées et de nouvelles « rationalisations », va accélérer les suppressions d'emplois, de lits, de services, éloigner toujours plus le système de soins des usagers, dégrader encore la qualité des soins.

Les logiques d'austérité décidées par le gouvernement et imposées au forceps par les ARS dans le domaine de la santé préparent une saignée de 20 000 emplois dans les hôpitaux d'ici 2018.

Alors qu'il faudrait au contraire créer des postes, former des personnels, pour répondre aux besoins de la population, pour lutter contre les inégalités sociales et territoriales qui entravent l'accès aux soins, pour accompagner dignement le vieillissement et la perte d'autonomie, le handicap.

L'argent existe pour mettre en œuvre cette politique en rupture avec les choix actuels.

Mais il ne va pas aux investissements utiles, il va grossir les dividendes des actionnaires à travers tous les dispositifs mis en place par les gouvernements successifs : exonérations de cotisations pour les entreprises, CICE, etc...

Sans compter l'évasion fiscale massive qui coûte tous les ans entre 60 et 100 milliards d'euros au budget de la France.

Citoyens, usagers, professionnels de la santé, faisons entendre mardi notre exigence d'une politique qui ne sacrifie pas la qualité des soins et la démocratie à la rentabilité des capitaux, une politique qui garantisse à chacun-e à tout moment de sa vie le droit à la santé, avec une prise en charge

à 100 % par la Sécurité Sociale, et une protection sociale de haut niveau.

Toutes et tous ensemble !

Mobilisation principale à partir de 10h30 au centre hospitalier intercommunal de Cornouaille (CHIC) avec une opération escargot depuis Châteaulin à partir de 9h30.

Des mobilisations auront lieu aussi à Brest (rdv à 14h30 dans le hall du site de Cavale Blanche du CHRU) et à Morlaix.



Déclaration de la fédération du Finistère du PCF.

Quimper et Brest le 4 novembre 2016.